

même par les meilleurs esprits d'Angleterre qui ont exprimé le désir de voir le Canada s'élever au rang d'une nation indépendante. Les Bright, les Gladstone et autres ont dit au Canada que, lorsqu'il sera prêt à assumer les charges de la souveraineté, il pourra le faire et l'Angleterre le lui permettra des plus volontiers. Ces paroles méritent de rester gravées dans nos esprits. Tant que nous serons de loyaux sujets de l'empire britannique, donnons à la mère patrie ce qu'elle nous demande, mais faisons ce don à des conditions convenables. Telle est mon opinion. Je ne me considère pas comme un sujet déloyal envers la couronne, mais je veux être un Canadien avant tout et ayant les yeux fixés vers l'avenir.

Il est probable que je ne verrai jamais de mes yeux le Canada dans une position qui lui permettra d'arborer son propre drapeau après avoir accompli ses destinées et s'être élevé au rang d'une des nations indépendantes les plus prospères de la terre, et cela sans verser une goutte de sang. Toutes les autres nations qui se meuvent sous le soleil, ont acquis leur indépendance et leur liberté en recourant aux armes et au prix de leur propre sang; mais le Canada est, aujourd'hui, l'un des pays du globe, qui soient encore réduits à un état de dépendance. Quel titre de gloire ce serait pour les hommes d'Etat canadiens, à qui nous devrions l'indépendance de leur pays sans verser une simple goutte de sang. Je ne suis en faveur d'aucun genre de militarisme. Je ne crois pas que Dieu ait créé un seul homme pour tuer son semblable, et c'est pourtant ce à quoi tend tout militarisme. Je ne crois pas que Dieu soit l'inspirateur du génie à qui nous devons l'invention de navires construits de manière à pouvoir faire sombrer d'autres navires et noyer les milliers d'hommes que portent ceux-ci. Tels sont les principes qui me guident, et quant à cette politique du Gouvernement qui me demande de voter des millions de piastres pour des fins militaires, il me répugne d'y accéder. Si le Gouvernement demande au Parlement de voter trente-cinq, cinquante, ou cent millions de piastres pour construire des vaisseaux de guerre destinés à massacrer des milliers de vies humaines, mon esprit se

révolte à la pensée de m'associer à une politique de cette nature. Le peuple canadien est une jeune nation qui se développe rapidement, et il faut remercier Dieu de la paix dont il jouit avec toutes les nations étrangères comme dans les limites de ses frontières. Nous ne nous sommes jamais querellés avec la France, la Russie, l'Italie, l'Autriche, ou même les Etats-Unis. Nos relations avec les républiques de l'Amérique du sud ont toujours été également harmonieuses. Je puis en dire autant de nos relations avec l'Asie, ou l'Australie, ou l'Afrique. Aucune nation étrangère n'est disposée à nous attaquer. Notre peuple est aussi libre sur mer que sur terre—aussi libre que l'oiseau dans l'air.

L'honorable M. GIRROIR: Pourquoi?

L'honorable M. CLORAN: Parce que nous n'avons aucune querelle avec qui que ce soit, et que nous ne provoquons personne.

Mais je présenterai au Sénat un autre aspect de la situation, et je m'exprimerai franchement. Tout d'abord, je dirai que la protection du Canada est confiée à l'armée et la marine britanniques, et je ne trouve rien à redire à cela; mais je ferai observer—et c'est probablement la première fois qu'un homme public du Canada exprime cette opinion—je ferai, dis-je, observer que le danger que court le Canada résulte du fait que ce dernier est lié à la politique de "Downing Street", qui subit l'influence des fondeurs de canons et des grands constructeurs de vaisseaux de guerre irlandais et écossais. C'est cet état de chose qui est un danger pour le Canada.

Et pourquoi? Parce que si les hommes d'Etat de Downing Street; les fabricants de canons, de Birmingham, et les constructeurs de vaisseaux de guerre, de Belfast et de la Clyde, favorisent une déclaration de guerre pour promouvoir leurs propres intérêts, le Canada se trouve impliqué dans leur combinaison; le Canada, sans le vouloir, devient partie à cette déclaration de guerre, et, dans ce cas, il est exposé aux attaques de l'ennemi commun, c'est-à-dire, aux attaques contre l'Angleterre, ici, comme au delà de l'Atlantique. Si les hommes d'Etat de Downing Street—qu'ils soient li-